

Le Fer Solidaire

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

Un gouvernement et des « décideurs » sans légitimité !

Après les élections régionales et européennes de mars et juin 2004, les citoyens viennent à nouveau de sanctionner électoralement le 29 mai le gouvernement en place et les politiques libérales.....

Les résultats du référendum sur le traité constitutionnel Européen sont sans appel ! Après plusieurs mois d'un débat politique qui a traversé toute la société, 70% de participation au scrutin et un rejet du traité par 55% des électeurs, Les exigences sociales des citoyens et des salariés doivent être entendues !

Cette crise de légitimité frappe non seulement le président et le gouvernement en place mais aussi l'assemblée nationale, les principaux partis de gouvernement et tous les penseurs et défenseurs du « libéralement correct » qui avaient très majoritairement soutenus ce traité constitutionnel. Le décrochage entre la « France d'en bas » et ceux qui gouvernent est maintenant criant...

SUD Rail se félicite de ce NON à 55 % !

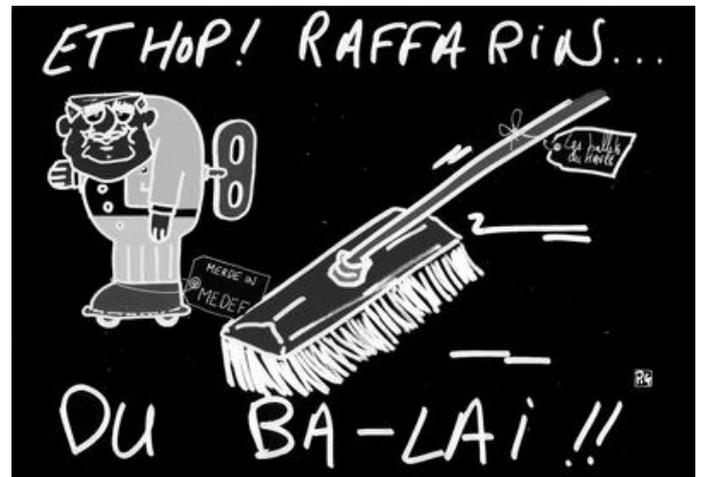
Nous nous sommes engagés, avec d'autres, sans réserve pour que le NON l'emporte au référendum du 29 mai. Nous avons participé activement à la campagne en informant et en débattant avec les cheminots des enjeux de ce scrutin.

Mais nous sommes aussi bien conscients qu'un bulletin de vote ne suffit pas à lui tout seul à faire le printemps ! La nécessité de se mobiliser et de lutter est permanente quelques soient les rendez-vous électoraux.

Après le NON anti-libéral des urnes, l'heure est à la mobilisation et aux luttes pour stopper l'offensive libérale et imposer nos revendications !

Dés le 30 mai, le MEDEF lançait une attaque en règle contre le droit du travail, réclamait plus de flexibilité en

dénonçant un fois de plus la notion d'emploi stable et le CDI, exigeait la réduction des dépenses publiques et du nombre de fonctionnaires... Répondant aux souhaits du patronat, le gouvernement Villepin programme l'accélération des politiques libérales accompagnée par une offensive sécuritaire et anti-immigration de Sarkozy....



En ce qui concerne les cheminots, les occasions de s'opposer à l'offensive libérale et de défendre nos revendications sur l'emploi et le service public ne manquent pas dans la période....

- Ø SUD Rail était présent le 13 juin à Dugny (comme nous y étions le 03 mai) pour s'opposer à la mise en circulation du 1^{er} train de fret privé exploité par CONNEX.
- Ø SUD Rail sera présent le 16 juin à Paris pour manifester contre les 2330 suppressions d'emplois programmées en 2005, 2006 et 2007 à la vente voyageurs.
- Ø SUD Rail sera présent le 21 juin à Montpellier pour dénoncer la mise en service du 2^{ème} TGV privatisé (ID TGV) après la mise en service en décembre du 1^{er} ID TGV entre Paris et Marseille.

Nous n'accepterons pas de subir encore très longtemps ces politiques de démolition sociale.... Les citoyens et les cheminots comme l'ensemble des salariés se sont exprimés : Il faut que ça change !

Les avertissements et les protestations ne suffisent plus, maintenant il faut gagner !

Projet industriel, mobilité du personnel, salaires, intéressement, effectifs, La direction a proposé un calendrier de réunion jusqu'à début juillet.

Pour SUD Rail, il est en effet urgent que les choses changent ! A cette occasion, nous proposons une plateforme revendicative prenant en compte les exigences des cheminots et leur aspiration au changement.

- **La tenue de réunions syndicats/direction dans chaque établissement SNCF, pour fixer les besoins en effectifs**, le nombre d'embauches service par service.
- **Des négociations salariales immédiates** sur la base de mesures compensant les pertes de pouvoir d'achat et priorisant les plus bas salaires.
- **Le gel immédiat des directives européennes privatisant le ferroviaire et le retrait de celles qui veulent la privatisation de services publics, le recul des droits sociaux** : troisième « paquet ferroviaire », privatisation des transports urbains et régionaux, temps de travail... En tout état de cause, mandaté par les électeurs(trices), le gouvernement français doit s'engager à ne pas les ratifier, ne pas les transposer dans la législation nationale.
- **L'arrêt du plan de casse du fret ferroviaire** sous toutes ses formes : « plan fret », fermetures de triage, liquidation de la CNC et Novatrans.
- **L'abandon de la mise en circulation du train fret privé**, circulation qui a débuté à Dugny le 13 juin, et du développement d'IDTGV prévu le 21 juin sur Montpellier.
- **L'ouverture de négociations entre gouvernement, direction SNCF et organisations syndicales**, portant sur les moyens à mettre en oeuvre pour développer le service public ferroviaire, l'admission au statut de tous les travailleurs(es) du rail : contractuel(le)s, personnel des CE et CCE, salarié(e)s des filiales, des entreprises de nettoyage et manutention ferroviaire...
- **Le gel de toutes les restructurations** d'établissements, de services...

Ces propositions sont largement discutables, amendables ou améliorables.... C'est notre contribution au débat dans le souci de permettre une mobilisation la plus unitaire possible du plus grand nombre de cheminots.

Construire une mobilisation pour gagner !

Après les grèves de protestation du 19 janvier et du 10 mars.... Les différentes actions longues, locales ou catégorielles, qui ont animées l'actualité sociale de la SNCF, la grève du 02 juin pouvait constituer une nouvelle étape de mobilisation.

Mais dès fin mai, l'UNSA, la CFDT, la CFTC et la FGAAC se sont retirés du cadre unitaire et l'appel à la grève s'est limité à SUD Rail, la CGT et FO pour une 24 h nationale classique. SUD Rail avait déposé un préavis reconductible et proposait d'appeler à des AG.

A Lyon, lors de l'intersyndicale régionale du 24 mai (SUD Rail, CGT, FO) nous avons bien senti que nous étions callés sur 24 h et rien de plus et que d'autre part, les possibilités d'AG seraient limitées. Cela a contribué à décourager des militants et adhérents SUD Rail convaincus que 24 h ne suffisent plus...

L'enchaînement des événements autour du 02 juin est éclairant pour l'avenir.

La direction n'a pas lésiné sur la propagande pour dissuader les cheminots de faire grève : Lettre ouverte du président Gallois relayée sur le terrain par la hiérarchie, pressions diverses et variées dans les établissements... Les promesses de négociation faites par la direction ont suffi pour fissurer le front syndical. Il est intéressant de remarquer que les organisations syndicales favorables au traité constitutionnel Européen (UNSA, CFDT et CFTC) se sont retrouvées unies pour ne pas agir le 02 juin...

Cela démontre qu'il y a un gros travail d'information à faire et des garanties à donner aux cheminots ! Les organisations syndicales qui refusent la « fatalité libérale » devront convaincre de leur volonté d'aller au bout pour que les choses changent vraiment...

Fusion des Etablissements Eclatement de la filière Matériel / Traction

Au CE du 24 mai, la direction a présenté son projet de fusion des établissements matériel et traction.

En séparant les parties matériel et traction des EMT, la direction poursuit sa politique d'éclatement de l'entreprise.

La politique de suppression des effectifs s'amplifie, le bilan en emploi de cette restructuration se traduit par moins 10,5 (-9,5 à l'exécution, -5 en maîtrise et + 4 en cadre) !!!

La politique de prévention des accidents du travail et de sécurité du personnel est réduite à des tâches administratives puisque 50% des COSEC sont supprimés, de plus ils seront situés au siège et non plus dans les UP là où il y a le plus de risques.

La politique de relation humaine est nulle puisque des agents administratifs seront mutés au siège (St Etienne ou Guillotière) ou leur poste supprimé.

De plus ce projet péjorera l'organisation au sein même des UP.

Par contre la politique de communication, grande cause de la direction devient beaucoup plus importante puisque un poste est requalifié au grade de cadre.

SUD-Rail est contre ce projet,
SUD-Rail est contre la politique de casse de l'entreprise.

Déclaration SUD-Rail sur le bilan social 2004

Monsieur le président.

Vous nous consultez aujourd'hui sur le bilan social 2004. Ce bilan est significatif de la politique de l'entreprise.

Ce qui caractérise à la 1^{ère} lecture ce bilan social, c'est bien évidemment l'accélération de la baisse des effectifs.

Comme le dit ouvertement la direction, ce sont les conséquences de « l'effort de productivité que fait l'entreprise pour s'adapter à la concurrence comme sur le fret par ex ».

Voilà tout est dit !

La « concurrence » n'a pas pour objectif le développement d'un transport ferroviaire de qualité ; elle induit des suppressions d'emplois, la privatisation des profits.

Combattre la soi-disant concurrence, c'est défendre le bien public au bénéfice de l'ensemble des citoyens et des conditions sociales de haut niveau

pour l'ensemble des salariés.

L'air du temps « libéral » ne fera pas bouger SUD Rail sur ses convictions.....

L'année 2004 a été l'année de mise en place du plan fret et du plan de départ des agents de l'é-

et cadre. Une fois de plus, nous sommes conforté dans notre idée que les agents exécution sont les seuls à payer la baisse des effectifs. Mais peut être que notre entreprise est en train de

préparer une nouvelle forme d'exploitation des installations et du réseau, en ne gardant que des maîtrises et des cadres pour encadrer du personnel d'entreprises privées qui ferait le travail des cheminots.....

Mais ce qui nous interpelle le plus c'est l'explosion du nombre d'agents mis à la



quipement, avec au final une baisse des effectifs régionale-ment de 271, ce qui représente moins 2,67% par rapport à 2003.

Nous constatons une baisse régulière des agents exécution depuis quelques années, et une augmentation des agents maîtrise

réformes, **plus 35% par rapport à 2003, et plus 200% par rapport à 2002.....**

Pour toutes ces raisons, SUD-Rail vote contre ce bilan social 2004.

Salaires : SUD-rail demande ...

... Moins de réunions inutiles

La direction organise actuellement une série de rencontre, où elle reçoit séparément chaque organisation syndicale ... pour parler de nos salaires. SUD-rail refuse de participer à ces réunions : lorsqu'il s'agit de négociations, nous pensons que les fédérations syndicales doivent être reçues ensemble. Défiler les unes après les autres chez le patron, c'est lui faciliter la tâche dans ses manœuvres de division.

Au contraire, nous devons nous montrer uni-e-s !

La direction SNCF a planifié seize réunions "bilatérales" avant d'ouvrir de véritables négociations qu'elle repousse à début juillet. Cela sert sans doute à améliorer les statistiques en matière de "dialogue social", mais ce n'est d'aucune utilité pour les cheminot-e-s !

Nous avons rappelé à la direction nos propositions

- ⊗ Le salaire minimum d'embauche que nous souhaitons voir porter à 1300 € nets.
- ⊗ Une augmentation uniforme de 250 € pour tous les cheminots.
- ⊗ Une réelle prime de vacances égale à 1300 € nets pour tous.
- ⊗ Des mesures immédiates pour les agents bloqués à D 18 en leur permettant l'accès à la position 19.
- ⊗ Le relèvement du minimum de pension à 1300 € nets et le relèvement de la pension de réversion à 80 % de la pension de référence, avec le rétablissement de la péréquation intégrale et automatique des pensions sur les salaires. .
- ⊗ Une véritable grille des salaires pour l'ensemble des personnels contractuels



21 JUIN

ID TGV continue de s'étendre. Après la relation Paris Marseille, ID-TGV se tape l'incruste sur la relation Paris Montpellier à partir du 21 juin.

D'autres relations sont prévues, équipées pour l'instant par du personnel cheminot mais pour combien de temps ?

Le 21 juin, tous avec SUD-Rail à Montpellier pour manifester contre ID-TGV !

*N'acceptons pas comme une fatalité,
luttons ensemble !*